

Idées d'amendement sur l'Europe

il s'agit d'actualiser le texte et de le préciser, notamment sur la volonté que le débat continue après le congrès pour dépasser les divergences qui existent dans le Parti sur la façon de combattre la construction européenne actuelle, et sur le fait que tout de suite nous avons suffisamment de choses en commun pour engager de façon offensive la campagne européenne avec Ian Brossat, comme tête de liste, sans fermer la porte à une liste possible de rassemblement.

Page 15, Ligne 43, après « domination du capital », ajouter « contre les souverainetés populaires »

page 15, ligne 53, après « cette colère » ajouter un nouveau paragraphe :

L'actualité en fait chaque jour la démonstration, la responsabilité des pays européens est devenue considérable pour une véritable coopération mondiale de co-développement avec les pays pauvres, les émergents et pour la paix. Cela rend encore plus nécessaire un autre type de construction européenne, d'union. Sortir l'Europe du ventre malsain des marchés financiers fait partie de manière incontournable du combat contre le capitalisme mondialisé et pour qu'en même temps chaque pays, chaque peuple, maîtrise son devenir. La crise grecque, et le début de la crise italienne en cours, montrent l'absolue nécessité d'une véritable solidarité entre pays d'Europe mais pour se libérer de la dictature des marchés financiers. Il faut donc d'autres règles et institutions véritablement communes, pour coopérer en mutualisant nos forces et atouts.

Page 16, ligne 6, après « européenne », ajouter « Nous sommes nombreux à penser que le choix du PCF de refonder l'Union européenne avec une bataille en son sein pour la transformer jusqu'à la refonder est le bon »

page 16 ligne 20, après sur ces enjeux, ajouter le paragraphe suivant :

« Le débat devra être instruit tout en le confrontant à la réalité de grandes batailles populaires permettant à la fois de porter la colère et de remporter des victoires.

La Banque centrale européenne (BCE) est au cœur de l'euro et de son utilisation anti-sociale et anti-écologique. Elle est la plaque tournante de tout le système d'utilisation des européens. Avec des masses considérables d'euros elle appuie les banques, les multinationales et les marchés financiers : aujourd'hui ce sont plus de 3.000 milliards d'euros qu'elle met à leur disposition pour soutenir leur rentabilité, leurs délocalisations et la spéculation. Si ce « pognon de dingue » avait servi à développer tous les services publics dans chaque pays d'Europe et à impulser la création d'un emploi de qualité par les entreprises, la situation en France et dans l'Union serait tout autre. C'est pour cela que le PCF a décidé de mettre au cœur de sa bataille européenne la création d'un Fonds social, écologique et solidaire de développement européen. Il serait démocratique et utiliserait l'argent créé par la BCE pour soutenir le développement par chaque Etat des services publics et de la protection sociale. »

Page 16, ligne 21 : retirer les lignes 21 à 23

page 16, ligne 24, ajouter « Ce qui nous rassemble nous permet d'entrer dans une grande bataille européenne. En effet, »

Page 16, ligne 37, ajouter un nouveau paragraphe sur les élections européennes :

« Aujourd'hui E. Macron veut enfermer le débat sur une fausse alternative — rester dans l'UE ou en sortir — avec son opposition entre « progressistes » et « nationalistes ». En réalité, cela est fait pour interdire le débat sur une autre Europe, car ce qu'il appelle « progressisme », c'est aller vers le fédéralisme pour le soutien accentué aux forces du capital. M. Le Pen assume ce clivage et même s'en revendique, tandis que Jean-Luc Mélenchon esquivé le débat sur l'Europe en prétendant réduire les élections européennes à un référendum anti-Macron, tout en jouant avec le feu sur le nationalisme.

Nous voulons mener la bataille politique sur une autre Europe, avec des propositions radicales et réalistes. Ne laissons pas à E. Macron le drapeau d'une Europe de progrès. Cela reviendrait à jeter dans ses bras des dizaines de millions d'euro-péens, véritablement progressistes. Ils sont conscients à juste titre du besoin d'une construction européenne commune face à la montée des extrême-droites, aux périls écologiques, aux montées des pressions internationales, face au dumping fiscal et à l'écrasement social. Nous ne voulons pas les jeter dans les bras d'E. Macron mais au contraire s'appuyer sur leurs aspirations et sur la protestation populaire pour construire une résistance porteuse d'alternative. Car il s'agit aussi de conjurer la tentation populiste et nationaliste. »

Page 16, ligne 41, après « biens publics » ajouter (écologie, culture, santé, énergie, alimentation, données, ...)

page 16, ligne 47, ajouter 3 points :

- Pour une Europe accueillante développant des droits égaux en fait et en dignité pour chacune et chacun contre toutes les discriminations ;
- Pour de nouveaux pouvoirs démocratiques de la cité à l'entreprise, jusqu'à l'échelle européenne
- Contre le fédéralisme, l'abaissement de la démocratie parlementaire et le laissez-faire pour les multinationales.

Page 16, ligne 48, après « mondialisation », ajouter le paragraphe suivant :

« Face aux défis considérables qui s'amoncellent, face aux pièges tendus par Macron, les populistes et les nationalistes, les idées communistes doivent être plus que jamais mises en avant pour nourrir alternative et rassemblement efficace contre l'impuissance et la désespérance. Dans la campagne européenne qui se profile et pour rassembler, il y a besoin d'une tête de liste effectivement porteuse avec conviction de nos propositions principales, comme l'est actuellement Ian Brossat. Notre parti ne doit pas manquer pas l'occasion de mener une campagne collective d'explication et de conviction en ce sens. »